CONCLUSIONS

Comme l'indiquait Gisela NAEGLE dans l'argumentaire initial du colloque, et comme elle le souligne dans l'introduction de ce volume, le choix des mots du titre entend considérer la paix et la mise en défense comme des processus et non comme des objets d'étude fixes et essentialisés, d'autant que la réflexion s'inscrit dans un cadre qui ne sépare aucunement paix et guerre, mais privilégie au contraire leur articulation, détachant ainsi les compromis, les états intermédiaires, transitionnels et parfois contradictoires (en particulier entre les discours et les pratiques). On en veut pour preuve le choix des trois grandes sections retenues pour organiser la matière de ce colloque: »Chercher la paix et se défendre«; »Négocier et faire la paix«; »Penser la paix ou faire la guerre«. On retiendra l'heureux souci d'établir une progression dans le processus étudié, qui va de chercher à penser en passant par négocier, un triptyque qui met en exergue la théorie même de la paix, une constante de la pensée politique médiévale¹, qui insère la recherche de la paix dans une conception de la mise en ordre² des batailles, des conflits et des armées, au service d'un retour à l'équilibre et à la justice dont l'ambition finit, dans notre période tardomédiévale, par être revendiquée, sinon monopolisée, par le pouvoir public³. C'est dire si la mise en regard de la guerre et de la paix place ces deux objets d'histoire dans une perspective dialectique chargée de mettre en valeur leurs interrelations: plusieurs des titres des exposés oraux ont voulu aller en ce sens: »projets de paix durant la guerre« pour Stéphane PÉQUIGNOT, »faire la paix pour faire la guerre« pour Jacques PAVIOT, »se défendre de provoquer la guerre en invoquant la paix« pour Franck COLLARD, »la paix pendant la guerre« pour Nicolas OFFENSTADT. On retrouve d'ailleurs cette dynamique dans plusieurs titres des communications écrites rassemblées dans ce volume, en sorte que ce

¹ James Henderson BURNS (dir.), *Histoire de la pensée politique médiévale* (350–1450), Paris 1998; Joseph CANNING, *Histoire de la pensée politique médiévale* (300–1450), Fribourg 2003 (*Vestigia*, 28).

² Une étude de sémantique historique sur l'équivalence entre *pax* et *ordo* dans les écrits augustinien puis thomistes appuierait une telle assertion, tout en faisant écho aux réflexions proposées par Gisela NAEGLE dans sa communication du présent volume, consacrée à la paix et à la guerre chez Jean Juvénal des Ursins et Enea Silvio Piccolomini.

³ Franco CARDINI, *Guerre et croisade*, dans: Jacques LE GOFF, Jean-Claude SCHMITT (dir.), *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, Paris 1999, p. 435–449.

sont bien des processus, des constructions qui ont été retenus pour faire émerger des concepts clés tels que »sécurité collective«, »légitimation/délégitimation«, »stabilisation«.

La division interne du colloque en trois sections organisées autour de la recherche de la paix, de sa réalisation et de sa conception dans un entrelacement, parfois même un continuum entre un état de paix et un état de guerre ou de défense, prend bien acte de cette démarche qui, de ce fait, invitait aussi à la comparaison des espaces (centrés sur la France, la Bourgogne, l'Espagne, l'Italie et l'Empire, mais trop peu sur l'Angleterre), des temps (focalisés sur l'épisode vaste et européen que constitue la guerre de Cent Ans), des sources (traités, chroniques, diplômes, comptabilités, discours, procès, correspondances, mais peu d'images) et enfin des méthodes et des disciplines (approches diplomatique, économique, sociale, politique, littéraire⁴, juridique).

Une fois ce cadre conceptuel, spatial et chronologique posé, on peut dire dans un premier temps que le contrat scientifique de la rencontre a été rempli dans la mesure où la plupart des communications ont invité à se déprendre de modèles mécanistes et fixistes qui verraient la guerre et la paix se succéder; ont convié à considérer avec un regard critique les représentations des médiévaux eux-mêmes tentés d'inscrire la guerre et la paix dans des figures transcendantes et moralisées; ont incité à bâtir une typologie des conflits et de leur résolution entre guerres publiques, civiles, interétatiques, seigneuriales, princières, familiales, mais aussi »guerres mortelles/bellum mortale« ou »guerres guerriables/bellum hostile«... et à l'inverse entre trêves, armistices, suspensions, accords, capitulations, paix territoriales, paix armées. La variété des situations et la diversité des acteurs devaient en effet être prises en compte et l'ont bien été, tout en considérant que la focalisation de l'analyse sur les XIV^e et XV^e siècles a installé au centre des débats la question non pas tant de savoir qui disposait du monopole plus ou moins exclusif de faire la guerre, mais bien davantage de savoir qui disposait en droit et en fait de la légitimité à faire la paix. Bien des contributions ont d'ailleurs employé dans leur titre ou leur argumentaire un vocabulaire qui plaçait la paix ou la défense dans le registre du »faire« (»rechercher«, »sauver«, »assurer«), c'est-à-dire qui les inscrivait dans un processus complexe de construction politique et sociale mobilisant non seulement des moyens mais, et peut-être surtout, des hommes et, avec eux, des discours et des rituels.

De ce point de vue, la rencontre et son intitulé enregistrent bien toute une série d'évolutions et de tendances récentes de la recherche en histoire médiévale, particulièrement sensibles de part et d'autre du Rhin, pour ne citer que ces deux historiographies et centrer le propos sur les deux régions privilégiées par un

⁴ Voir par exemple Stefan HOHMANN, *Friedenskonzepte. Die Thematik des Friedens in der deutschsprachigen politischen Lyrik des Mittelalters*, Cologne 1992.

colloque dont l'organisatrice souhaitait faire un espace de dialogue scientifique franco-allemand. Il suffit pour s'en convaincre, du côté français, de mentionner que le congrès annuel des historiens médiévistes (SHMESP) a porté en 2000 sur le règlement des conflits au Moyen Âge⁵, que le thème du 136^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques de Perpignan en 2011, après celui de 1994 consacré à la guerre, la violence et les gens au Moyen Âge⁶, porte sur «Faire la guerre, faire la paix» et retient pour axes principaux de ses travaux: «Terminologies et pratiques», «La guerre et la paix comme processus», «Qui fait la guerre, qui fait la paix?» et «Représenter la guerre et la paix». Ces inflexions historiographiques ont davantage permis d'insister sur les pratiques, les acteurs, les rituels, la culture⁷ et les images de paix et de guerre dans la société médiévale, liant particulièrement la guerre à la violence (comme phénomène social omniprésent)⁸ et relativisant la représentation d'un Moyen Âge plus guerrier que d'autres périodes historiques. Elles ont également contribué à «démilitariser» la guerre médiévale et à se déprendre du paradigme souvent mal engagé de la guerre sainte liée aux croisades⁹. Elles ont aussi permis d'abolir des frontières trop étanches entre des types de guerres tenus autrefois pour distincts, ainsi pour ne prendre que cet exemple de la «faide», longtemps présentée comme policée, ritualisée, juridicisée, réglée et ce faisant minimisée par rapport à d'autres formes de combat et de conflit. Or, comme l'a souligné Christine REINLE, la faide en se concentrant davantage sur les choses que sur les personnes permet aussi de limiter, de canaliser l'extension de la guerre et appartient bien à un couple indissociable de la paix et de la défense, raison pour laquelle sans doute elle peut être intégrée dans le système politique et territorial de l'Empire. Quoi qu'il en soit, ces études ont suscité un courant vivace de recherches sur la conflictualité et la pacification au Moyen Âge¹⁰, au profit d'un travail sur l'image de l'ennemi et de l'ami et d'une analyse plus nuancée

⁵ Le règlement des conflits au Moyen Âge, éd. Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public (SHMESP), Paris 2001.

⁶ Philippe CONTAMINE, Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), *La guerre, la violence et les gens au Moyen Âge*, 2 vol., Paris 1996.

⁷ Franco CARDINI, *La culture de la guerre (X^e-XVIII^e siècle)*, Paris 1992.

⁸ Claude GAUVARD, *Violence*, dans: LE GOFF, SCHMITT (dir.), *Dictionnaire raisonné* (voir n. 3), p. 1201-1209.

⁹ Voir de ce point de vue le glissement conceptuel opéré ne serait-ce que depuis la publication de l'article «Krieg» de Peter THORAU dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 5 (Studienausgabe), Stuttgart, Weimar 1999, col. 1525-1527.

¹⁰ On signalera la réédition en 2004 du maître ouvrage de Philippe CONTAMINE, *Guerre, État et société à la fin du Moyen Âge*, Paris 2004, paru pour la première fois en 1972. ID. (dir.), *Guerre et concurrence entre les États européens du XIV^e au XVIII^e siècle*, Paris 1998. Pour une bibliographie actualisée sur la France, voir Boris BOVE, *Le temps de la guerre de Cent Ans 1328-1453*, Paris 2009. Sur les villes en guerre: Christiane RAYNAUD (dir.), *Villes en guerre XIV^e-XV^e siècles*, Aix-en-Provence 2008.

des situations de violence, tandis que l'on assistait parallèlement à un retour et à une refonte de l'histoire de la diplomatie¹¹ et de ses pratiques illustré par le choix du thème du dernier congrès de la SHMESP de Lyon en 2010 portant sur »Les relations diplomatiques au Moyen Âge: sources, pratiques, enjeux«.

Du côté allemand¹², les études sur la guerre et la paix ont été récemment conçues comme une contribution au renouveau de l'histoire politique¹³, par le biais de deux articulations intervenues peut-être un peu plus précocement qu'en France, avec l'histoire du droit, d'une part¹⁴, avec l'histoire des rituels, de l'autre¹⁵, en particulier à travers les analyses de Gerd Althoff¹⁶. Toutefois, une

¹¹ Voir Lucien BÉLY (dir.), *L'invention de la diplomatie. Moyen Âge, Temps modernes*, Paris 1998; *Guerra y diplomacia en la Europa occidental 1280-1480*, éd. par Gobierno de Navarra, Pampelune 2005; Jean-Marie MOEGLIN, Stéphane PÉQUIGNOT (dir.), *Négociier au Moyen Âge, Negociar en la Edad Media*, Barcelone 2005 et Stéphane PÉQUIGNOT, *Les diplomaties occidentales et le mouvement du monde*, dans: Patrick BOUCHERON (dir.), Pierre MONNET, Yann POTIN, Julien LOISEAU (coord.), *Histoire du monde au XV^e siècle*, Paris 2009, p. 709-723.

¹² Johannes FRIED (dir.), *Träger und Instrumentarien des Friedens im hohen und späten Mittelalter*, Sigmaringen 1996. Bernhard KIRCHGÄSSNER, Günther SCHOLZ (dir.), *Stadt und Krieg*, Sigmaringen 1989; Norbert OHLER, *Krieg und Frieden im Mittelalter*, Munich 1997; Christoph HEIDUK, Almut HÖFERT, Cord ULRICH, *Krieg und Verbrechen nach spätmittelalterlichen Chroniken*, Cologne, Weimar, Vienne 1997; Horst BRUNNER (dir.), *Der Krieg im Mittelalter und in der Frühen Neuzeit. Gründe, Begründungen, Bilder, Bräuche, Recht*, Wiesbaden 1999; Heinz DUCHHARDT, Patrice VEIT (dir.), *Krieg und Frieden im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit. Theorie – Praxis – Bilder. Guerre et paix du Moyen Âge aux Temps modernes. Théories – pratiques – représentations*, Mayence 2000; Werner RÖSENER (dir.), *Staat und Krieg vom Mittelalter bis zur Moderne*, Göttingen 2000; Hans-Henning KORTÜM (dir.), *Krieg im Mittelalter*, Berlin 2001; Hans HECKER, *Krieg in Mittelalter und Renaissance*, Düsseldorf 2005; Malte PRIETZEL, *Kriegführung im Mittelalter. Handlungen, Erinnerungen und Bedeutungen*, Paderborn 2006.

¹³ Hans-Werner GOETZ, *Moderne Mediävistik. Stand und Perspektiven der Mittelalterforschung*, Darmstadt 1999, p. 198-206; Hans-Henning KORTÜM, *Krieg und Frieden*, dans: Gert MELVILLE, Martial STAUB (dir.), *Enzyklopädie des Mittelalters*, Darmstadt 2008, t. 1, p. 271-279.

¹⁴ Karl S. BADER, Gerhard DILCHER, *Deutsche Rechtsgeschichte. Land und Stadt – Bürger und Bauer im alten Europa*, Berlin 1999; Dirk BERGER, *Krieg und Völkerrecht am Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit: Bellum justum, bellum legale oder beides?*, Hambourg 2010.

¹⁵ Heinz DUCHHARDT, Gert MELVILLE (dir.), *Im Spannungsfeld von Recht und Ritual. Soziale Kommunikation in Mittelalter und Früher Neuzeit*, Cologne 1997.

¹⁶ Gerd ALTHOFF, *Spielregeln der Politik im Mittelalter. Kommunikation in Frieden und Fehde*, Darmstadt 1997. Dans un contexte urbain: Bernd KANNOWSKI, *Bürgerkämpfe und Friedebriefe. Rechtliche Streitbeilegung in spätmittelalterlichen Städten*, Cologne 2001.

véritable connexion entre les deux historiographies demeure à opérer: lors du bilan respectif auquel les médiévistes française et allemande se sont livrées en 1997 et 1998¹⁷, la guerre et la paix n'ont pas constitué de champ spécifiquement délimité. La présente rencontre peut être considérée comme un premier pas dans cette direction.

Le second apport de la rencontre n'a pas résidé dans la découverte d'un état endémique de guerre et d'insécurité, de guerres larvées entrecoupées de trêves, donc de nécessaire mise en défense et de recherche de paix à l'époque observée. Dans cette société hantée par le salut et la paix perpétuelle, par le couple *justitia* et *pax*, le conflit appartient à l'ordre normal du monde et n'est pas objet de scandale. En revanche, les communications, puisqu'elles étaient centrées sur les siècles finaux du Moyen Âge, ont pu chronologiquement insister, d'une part, sur la progressive prise en charge de la paix publique par les États et, d'autre part, sur la tentation de porter la garantie de la paix à un niveau supranational comme invitent à le faire Philippe de Mézières¹⁸, Dietrich von Nieheim¹⁹, Antonio Marini, l'ambassadeur de Georges de Podiebrad en 1462²⁰, ou bien encore Pierre Dubois²¹ et Eustache Deschamps²², mentionnés par Jacques PAVIOT dans le cadre des grands congrès européens de paix, ou encore par Jean Juvénal des Ursins et Enea Silvio Piccolomini, étudiés par Gisela NAEGLÉ. Ces contributions ont pu déceler, d'autre part, une relative montée de l'attention

¹⁷ Jean-Claude SCHMITT, Otto Gerhard OEXLE (dir.), *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, Paris 2002.

¹⁸ Philippe CONTAMINE, La «Consolation de la déconfiture de Hongrie» de Philippe de Mézières (1396), dans: Jacques PAVIOT, Monique CHAUNEY-BOUILLOT (dir.), *Nicopolis, 1396–1996, Annales de Bourgogne* 68/3 (1997), p. 35–47.

¹⁹ Achim FUNDER, *Reichsidee und Kirchenrecht. Dietrich von Nieheim als Beispiel spätmittelalterlicher Rechtsauffassung*, Freiburg (Brsg.) 1993.

²⁰ Pierre MONNET, Le projet de paix et d'union chrétiennes de Georges de Podiebrad en 1462–1464, dans: Patrick BOUCHERON (dir.) et Pierre MONNET, Yann POTIN, Julien LOISEAU (coord.), *Histoire du monde au XV^e siècle*, Paris 2009, p. 527–533; Denise PÉRICARD-MÉA (dir. et préface), *De la Bohême jusqu'à Compostelle. Aux sources de l'idée d'union européenne [Récit du voyage en Europe du seigneur Léon de Rozmitál (1465–1467)]*, Paris 2008; Colette BEAUNE, *Chrétienté et Europe: le projet de Georges de Podiebrad au XV^e siècle*, dans: *Chrétiens et sociétés* 1 (1994), p. 35–56; Martin NEJEDLÝ, Un premier projet de constitution européenne né en Bohême au XV^e siècle? L'initiative du roi Georges de Poděbrady et de son conseiller français Antonio Marini, *Prague Papers on History of International Relations*, 2008; Václav VANĚČEK (dir.), *Cultus pacis. Commemoratio pacis generalis ante quingentos annos a Georgio Bohemiae rege propositae*, Prague, Academia 1966.

²¹ Lotte KÉRY, Pierre Dubois und der Völkerbund. Ein »Weltfriedensplan« um 1300, dans: *Historische Zeitschrift* 283 (2006), p. 1–30.

²² Jean-Patrice BOUDET, Hélène MILLET (éd.), *Eustache Deschamps en son temps*, Paris 1997 (Textes et documents d'histoire médiévale, 1).

consacrée aux conséquences plus qu'aux causes des conflits à compter du XIV^e siècle et, ce faisant, ont traqué les traces d'une réflexion plus pointue sur la nécessité d'une mise en défense et d'une recherche de la paix pour limiter les répercussions sociales et économiques de la guerre sur les populations civiles et amoindrir leurs souffrances. Cette évolution explique peut-être que, dans les mots, les représentations et les perceptions, la guerre soit de plus en plus présentée comme «défensive», justifiant ainsi l'un des termes du titre de la rencontre, et obligeant par ce biais les hommes – et avec eux les historiens du Moyen Âge – à articuler plus étroitement la guerre, la paix et le droit. De ce point de vue, le colloque a confirmé le large dépassement d'une problématique qui, chez Otto Brunner et ses émules (la première édition de «Land und Herrschaft» date de 1939)²³, liait la guerre médiévale au droit en faisant de la guerre un acte de respect de son droit et donc un fait de punition, pour s'attacher aujourd'hui à une guerre conçue comme une défense au service du respect de la paix. Il en résulte que la question est posée, à la fois par les juristes et les théologiens médiévaux, de l'instance, de l'échelle la plus efficace pour assurer la paix: faut-il se reposer sur le roi (qui devient dans la période, tout au moins en France, à la fois roi de guerre et roi de paix), sur les états et leurs assemblées, comme le propose par exemple Jean Juvénal des Ursins, sur son seigneur, sur la ville ou bien aussi sur le clan, la famille, la communauté de quartier, ainsi que se sont interrogées Christiane KLAPISCH avec l'exemple de Florence du XIV^e siècle et Julie CLAUSTRE pour Paris aux XIV^e et XV^e siècles? Or, cette question est débattue sur la place publique (les questions de paix et de guerre faisant leur entrée dans les débats et les opinions de l'espace public, comme l'ont montré Nicolas OFFENSTADT et Gisela NAEGLÉ), en sorte que la recherche de la paix et la mise en défense pour se préserver de la guerre furent entre 1300 et 1500 un puissant encouragement et non un frein aux assemblées de toutes natures, qu'il s'agisse des assemblées territoriales, ainsi que l'a montré Horst CARL, ou bien des ligues et confréries de villes, comme l'a souligné Máximo DIAGO HERNANDO.

Comme on pouvait s'y attendre, le vocabulaire de la guerre et de la paix a été à plusieurs reprises au cœur des communications, essentiellement par le biais des discours et des traités, bref de l'appareil discursif et rhétorique abondamment cité, même si le résultat général tend dans un premier temps à confirmer une relative stabilité de la sémantique de la conflictualité et de la pacification qui tournent essentiellement autour de termes déjà fixés plus précocement. Il est cependant permis, dans un second temps, d'observer à la fois une évolution

²³ Voir les deux articles suivants de Wilhelm JANSSEN: «Krieg», dans: Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, 8 vol., Stuttgart 1972–1997, vol. 3, rep. Stuttgart 1995, p. 567–615 et «Friede», dans: *ibid.*, vol. 2, Stuttgart ³1992, p. 543–591.

sémantique détachant la guerre plus encadrée de la guerre sauvage et de remarquer par ailleurs un déséquilibre lexical en faveur d'une plus grande diversité métaphorique des mots désignant la guerre, expressive de désordre et de rupture, voire d'aventure (la métaphore du voyage), au détriment d'une relative invariance de la paix, assistée tout au plus de la concorde, et le plus souvent cantonnée dans le registre de l'absence de guerre. Toutefois, il semble intéressant de savoir si justement l'introduction du registre de la défense, sur la base de l'élaboration marsilienne du »Defensor Pacis« (1324)²⁴, n'a pas constitué un enrichissement du vocabulaire de la paix, érigée par le maître de Padoue en condition de la liberté et donc du politique, en liant le principe de la majorité, celui de la souveraineté des citoyens et l'objectif du bien commun²⁵. La question se pose également de savoir si la chronistique de la fin du Moyen Âge n'introduit pas aussi, par un effet de réalité qu'il conviendrait de regarder de manière critique, un élargissement de la palette sémantique des situations de paix et de guerre²⁶. Sur le plan des discours analysés par exemple par Jean DEVAUX à l'appui du »Livre de Paix« de George Chastelain, composé à l'occasion de la conclusion de la paix de Péronne (1468), ou bien à l'aide du »Pentalogus« d'Enea Silvio Piccolomini, analysé par Gisela NAEGLE, il apparaît que l'inscription de la guerre ou de la paix particulière dans un ensemble plus général, dans une perspective supérieure, demeure prégnante, y compris à une époque tardive du Moyen Âge censée pourtant marquer l'irruption du fait national et du principe de réalité dans la diplomatie et les rapports entre princes. Il va de soi qu'une étude iconographique pourrait compléter ou nuancer une

²⁴ Dolf STERNBERGER, *Die Stadt und das Reich in der Verfassungslehre des Marsilius von Padua*, Wiesbaden 1981; Heiner BIELEFELDT, *Von der päpstlichen Universalherrschaft zur autonomen Bürgerrepublik. Aegidius Romanus, Johannes Quidort von Paris, Dante Alighieri und Marsilius von Padua im Vergleich*, dans: *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Kanonistische Abteilung)* 73 (1987), p. 70–130.

²⁵ Peter HIBST, *Utilitas publica – gemeiner Nutz – Gemeinwohl*, Francfort/M. 1991; Winfried EBERHARD, *Der Legitimationsbegriff des »gemeinen Nutzens« im Streit zwischen Herrschaft und Genossenschaft im Spätmittelalter*, dans: Jörg O. FICHTE, Karl-Heinz GÖLLER, Bernhard SCHIMMELPFENNIG (dir.), *Zusammenhänge, Einflüsse und Wirkungen (Kongressakten zum ersten Symposium des Mediävistenverbandes in Tübingen, 1984)*, Berlin 1986, p. 241–254; Pierangelo SCHIERA, »Bonum Commune« zwischen Mittelalter und Neuzeit. Überlegungen zur substantiellen Grundlage der modernen Politik, dans: *Archiv für Kulturgeschichte* 81 (1999), p. 283–303; Élodie LECUPPRE-DESJARDIN, Anne-Laure VAN BRUAENE (dir.), *De bono communi. The Discourse and Practice of the Common Good in the European City (13th–16th c.)*. Discours et pratiques du bien commun dans les villes d'Europe (XIII^e au XVI^e siècle), Turnhout 2010.

²⁶ Rolf SPRANDEL, *Chronisten als Zeitzeugen*, Cologne, Weimar, Vienne 1994; Peter JOHANEK (dir.), *Städtische Geschichtsschreibung im Spätmittelalter und in der Frühen Neuzeit*, Cologne, Weimar, Vienne 2000.

telle impression, sachant que la représentation de la guerre par l'image insiste bien moins qu'on ne le dit sur la prétendue cruauté et favorise une relative abstraction, alors que les scènes de paix insistent peut-être davantage sur une forme d'individualisation, associée à la représentation de deux principes opposés, et si bien opposés qu'ils sont peut-être la condition précise de l'accomplissement des rituels.

Sur le plan des rituels, justement, si bien des communications ont montré tout le profit que l'historien pouvait tirer de l'étude des gestes, des paroles, des objets et des symboles de paix et de guerre employés et déployés à un moment convenu et compréhensible par les acteurs, les limites d'une histoire par trop ritualisante ont également été posées en terme de décalage, d'incompréhension, de refus, pour privilégier, comme ce fut le cas pour les sièges et les capitulations (Bertrand SCHNERB), l'appréciation du juste moment et du juste degré qui séparent le négociateur du traître et finalement qui séparent la paix de la guerre. Il n'empêche, c'est bien l'efficacité des rituels qui demeure posée et qui permet à l'historien de se demander à quelles conditions une paix est acceptable par les parties, ou bien pourquoi dans un contexte donné des techniques diplomatiques de paix sont certes nécessaires mais point suffisantes: Jean-Marie MOEGLIN en a fait à juste titre le cœur de son analyse de la «guerre de Cent Ans» qu'il invite, avec bonheur, à réintituler «Recherche de la paix de Cent Ans». Et il y a plus, ces gestes et ces paroles, retranscrits, illustrés, contribuent bien à faire de la paix et de la guerre des actes «publics», et de ce fait bons à insérer dans une histoire plus large de la communication et de l'espace public²⁷, ainsi que Nicolas OFFENSTADT a invité à le faire²⁸. En effet, la discussion que mènent les hommes et les institutions de la fin du Moyen Âge sur les meilleurs moyens de faire la paix et de se défendre pour empêcher la guerre n'a pas seulement été un accélérateur d'État par l'armée, le droit et l'impôt, mais aussi un accélérateur

²⁷ Alfred HAVERKAMP, «... an die große Glocke hängen. Über Öffentlichkeit im Mittelalter», dans: *Jahrbuch des Historischen Kollegs* (1995), p. 71–112; Gert MELVILLE, Peter VON MOOS (dir.), *Das öffentliche und Private in der Vormoderne*, Cologne 1998; Peter Uwe HOHENDAHL (dir.), *Öffentlichkeit. Geschichte eines kritischen Begriffs*, Stuttgart 2000; Martin KINTZINGER, Bernd SCHNEIDMÜLLER (dir.), *Politische Öffentlichkeit im Spätmittelalter*, Ostfildern 2011.

²⁸ Nicolas OFFENSTADT, *Les crieurs publics à la fin du Moyen Âge. Enjeux d'une recherche*, dans: Claire BOUDREAU, Claude GAUVARD, Michel HÉBERT, Kouky FIANU (dir.), *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge*, Paris 2004, p. 203–217; Nicolas OFFENSTADT, *La paix proclamée. Acteurs, gestes et réception de la publication des accords de paix pendant la guerre de Cent Ans*, dans: Rosa-Maria DESSI (dir.), *Prêcher la paix et discipliner la société. Italie, France, Angleterre (XII^e–XV^e siècle)*, Turnhout 2005, p. 201–224. Voir aussi les textes en ligne du programme de recherche sur l'espace public au Moyen Âge animé au LAMOP de Paris I par Patrick BOUCHERON et Nicolas OFFENSTADT: <http://expedito.univ-paris1.fr/lamop/LAMOP/espacepublic/index.htm> (consulté le 10/04/2011).

d'assemblées de toutes sortes où l'on peut en débattre (la multiplication des assemblées d'états tant en France que dans l'Empire entre 1350 et 1450 peut achever de le montrer).

La question de l'écriture a également retenu légitimement l'attention: la diplomatie des traités, l'exposé des motifs, la nature des clauses de garantie ou de sanction, la réitération du dispositif, bref toutes les formalités des pratiques jusqu'alors peu étudiées et désormais ressuscitées grâce à une véritable renaissance d'une histoire de la diplomatie, se retrouvent avec bonheur dans les exposés présentés pour la Catalogne par Stéphane PÉQUIGNOT, pour les acteurs français et anglais de la guerre de Cent Ans présentés par Jean-Marie MOEGLIN et pour les rédacteurs de traités de capitulation exposés par Bertrand SCHNERB. La rédaction et la diffusion des appels à la paix, les aspects de propagande également ont été mentionnés par Nicolas OFFENSTADT et appartiennent bien à l'enquête²⁹, surtout si l'on pense, comme Franck COLLARD, que l'entrée en scène de la propagande est liée à l'émergence d'une raison d'État. Faire la paix, c'est aussi proclamer une parole de paix, souvent d'ailleurs par les clercs et par l'intervention des femmes, comme l'a montré Bertrand SCHNERB pour la conclusion des traités de capitulation (encore que Franck COLLARD ait pu montrer qu'au niveau princier et royal elles pouvaient aussi devenir objets de discorde), et cela jusque dans le registre familial, comme l'a établi Christiane KLAPISCH à l'aide de l'exemple florentin ou bien Julie CLAUSTRE dans le cas des dettes en milieu parisien. Nous disons bien registre «familial» et non «privé» à cette occasion, car les deux communications ont insisté de concert sur le faible apport, voire sur l'effet de brouillage que constitue pour le thème de la rencontre une distinction trop nette entre le public et le privé: les frontières entre les conflits individuels et collectifs restent floues et, surtout, le pouvoir royal surveille à Paris le règlement des causes de dettes tandis que le pouvoir florentin regarde de près le jeu des lignages et des réseaux familiaux dans la conduite et la fin des vendettas. Autrement dit, les solidarités ou les inimitiés familiales et lignagères exercent des conséquences directes sur les structures politiques et les relations de pouvoir, particulièrement dans des villes importantes et remuantes où se pose en permanence la question de la paix sociale.

L'un des apports essentiels du colloque a également résidé dans la part importante réservée à l'arrière-plan théorique des phénomènes de paix et de mise en défense, un arrière-plan particulièrement notable en une fin du Moyen Âge qui voit l'information devenir une arme de paix ou de guerre. Or, la fin du Moyen Âge correspond également à la naissance d'une opinion publique de plus en plus attentive aux fléaux de la guerre, objet récurrent de déploration.

²⁹ Sylvie CAUCANAS, Rémy CAZALS, Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Paroles de paix en temps de guerre*, Toulouse 2006; Nicolas OFFENSTADT, *Faire la paix au Moyen Âge*, Paris 2007.

Elle voit aussi aboutir une réflexion qui reprend la tradition augustinienne centrée sur la vraie nature de la paix (à qui profite-t-elle sinon à Dieu?) et, conséquemment, centrée sur les déceptions éprouvées face aux fausses ou aux trop brèves paix, tandis que dans le même temps les prémices d'un sentiment national conduisent à impliquer davantage les individus non seulement dans la conduite même des conflits ou la recherche de la paix, mais aussi dans les discours tenus sur l'une et sur l'autre. Que ces discours soient eux-mêmes ambigus et éprouvent leurs propres limites quand ils ne sont pas suivis d'une véritable adhésion, c'est bien ce que Jean DEVAUX a montré à l'appui du «*Livre de paix*» de George Chastelain, dont il vante cependant la visée politique ambitieuse car destinée à porter l'action du prince, à l'encourager à analyser lucidement la situation et à faire le pari de la paix et de la réconciliation avec le roi de France. Que les arguments, aussi théoriques et fondés en droit qu'ils soient, puissent être maniés dans un sens ou dans l'autre pour faire la guerre ou obtenir la paix, c'est bien ce que Franck COLLARD a également démontré à partir de l'épisode du renvoi de Marguerite d'Autriche en 1491-1492.

Il n'empêche, faire la paix ou se défendre, c'est d'abord s'assurer de son bon droit, et tous les moyens théoriques ou rhétoriques sont bons pour le prouver. Toutes les contributions ou presque ont eu recours au droit ou à la théorisation de la paix et de la guerre par les juristes, les théologiens, les chroniqueurs, dont bien des noms ont été mentionnés, pour l'essentiel contemporains des siècles finaux du Moyen Âge, une période érigée dès lors en un temps de forte actualisation conceptuelle, théorique et juridique, au détriment des autorités plus anciennes. Gisela NAEGLE insiste à juste titre dans son introduction sur la réception plus ou moins profonde du droit savant romano-canonique et ses relations avec les coutumes locales dans l'histoire de la réflexion sur la paix. De ce point de vue, la contribution de Jean-Marie MOEGLIN a introduit à une véritable typologie et à une chronologie fondées sur les différents registres de la mobilisation du droit féodal, du droit royal, du droit canon, du droit coutumier, du droit territorial, du droit privé, du droit des gens par deux souverains, deux maisons et deux gouvernements, de France et d'Angleterre, opposées ou décalées (par incapacité ou par calcul?) dans les manières d'aboutir à la bonne paix pendant la guerre dite de Cent Ans, une paix dont on sait déjà qu'elle ne sera ni perpétuelle, ni définitive, mais en quelque sorte rythmée par un autre temps, celui de la politique et du sort des armes, sorte d'entre-deux perpétuel qui voit surgir en pleine éternité du salut le principe contingent de la réalité. En cela, c'est aussi un autre temps de la paix et de la guerre qui s'impose aux royaumes des XIV^e et XV^e siècles.

Un sort particulier a été réservé, à bon droit, aux acteurs, et plus particulièrement aux intermédiaires, messagers, hérauts, ambassadeurs, négociateurs et médiateurs, dans les exposés. Mais leur rôle, et c'est peut-être plus neuf, a été mis en relation, en particulier par le biais des rituels, avec le maniement et le pouvoir symbolique des objets, souvent investis du rôle de stabiliser les tracta-

tions, tant il est vrai, comme l'a montré Stéphane PÉQUIGNOT en suivant en détail l'activité diplomatique des autorités catalanes au début de la guerre civile (1461–1464), que la négociation se révèle un moment très délicat où se mesurent non seulement la »pratique«, la force et la détermination des pouvoirs, mais également et surtout la capacité des acteurs à conserver leur cohérence, établissant ainsi une hiérarchie, une inégalité aussi, entre les négociateurs.

D'autre part, l'attention s'est portée plus spécialement sur les villes, sans aucun doute parce que le droit à la guerre et la protection de la paix sont particulièrement consignés dans les statuts urbains et les chartes de franchises, obsédées que sont les autorités urbaines par la question du monopole de la violence et par l'établissement d'une paix par traité et par contrat, par arbitrage et par juridiction. Précisément, la formation des ligues de paix, étudiées par Horst CARL au cours du temps fort que constitua pour elles la période qui va de la paix territoriale de Mayence de 1235³⁰, mentionnée par Christine REINLE dans le contexte de la *Fehde* et par Máximo DIAGO HERNANDO dans sa partie comparative avec la ligue rhénane, mais surtout de la Bulle d'or de 1356³¹ aux dispositions de paix perpétuelle de la diète de Worms en 1495³², montre la capacité que les villes eurent non seulement à étendre l'exigence de paix au

³⁰ Alois GERLICH, *Könige, Fürsten, Adel und Städte am Mittelrhein und in Franken zwischen Thronstreit und Mainzer Reichslandfrieden 1198–1235*, Darmstadt 2001.

³¹ Wolfgang D. FRITZ, *Die Goldene Bulle Kaiser Karls IV. vom Jahre 1356*, Weimar 1972; Bernd-Ulrich HERGEMÖLLER, *Fürsten, Herren und Städte zu Nürnberg 1355/56. Die Entstehung der Goldenen Bulle Karls IV.*, Cologne, Vienne 1983; Ulrike HOHENSEE, Mathias LAWO, Michael LINDNER, Michael MENZEL, Olaf B. RADER (dir.), *Die Goldene Bulle. Politik – Wahrnehmung – Rezeption*, 2 vol., Berlin 2009.

³² Heinz ANGERMEIER (éd.), *Deutsche Reichstagsakten unter Maximilian I., Teil V: Reichstag von Worms 1495*, vol. 1: *Akten, Urkunden und Korrespondenzen*, Göttingen 1981, p. 379–446. Un digeste commode des grands articles des ordonnances de réforme de la diète de Worms en 1495 est disponible sous forme d'édition moderne dans: Hanns Hubert HOFMANN (éd.), *Quellen zum Verfassungsorganismus des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation 1495–1815*, Darmstadt 1976, p. 1–18; Kurt G. A. JESERICH, Hans POHL, Georg-Christoph von UNRUH (dir.), *Deutsche Verwaltungsgeschichte*, vol. I: *Vom Spätmittelalter bis zum Ende des Reiches*, Stuttgart 1983, p. 271–274; Bernhard DIESTELKAMP (dir.), *Das Reichskammergericht in der deutschen Geschichte. Stand der Forschung, Forschungsperspektiven*, Cologne, Vienne 1990; Peter MORAW, *Rechtspflege und Reichsverfassung im 15. und 16. Jahrhundert*, Wetzlar 1990; Ingrid SCHEUERMANN (dir.), *Frieden durch Recht. Das Reichskammergericht von 1495 bis 1806*, Mayence 1994; Claudia HELM (dir.), *1495 – Kaiser Reich Reformen. Der Reichstag zu Worms, Koblenz 1995*; Busso DIEKAMP, *Ewiger Landfrieden, 1495, Zum ewigen Frieden, 1795: die Friedensidee vom Mittelalter bis zu Immanuel Kants philosophischem Entwurf »Zum ewigen Frieden«*. Begleitheft zur Ausstellung der Stadtbibliothek Worms aus Anlass des Reichstagsjubiläums, Worms 1995.

sein de leurs murailles et dans le proche périmètre de leur *Umland*³³, mais aussi à contribuer par leur »jurement« à étendre cette exigence au niveau territorial, à côté et parfois à l'encontre des princes et seigneurs de la région, tant il est vrai que la ligue de Souabe de 1488–1534, à l'instar de son ancêtre du Rhin en 1254, a associé des villes, des princes et des seigneurs nobles. En cela, les villes participaient bien, au travers des ligues³⁴, de la diversité territoriale de l'Empire, mais sur un mode qui finit par être paradoxal puisqu'elles cherchaient, au tournant des XV^e et XVI^e siècles, à se défendre au cœur d'un système qui tendait au contraire à les brider, voire à les détruire. Il est intéressant de constater, dans ce contexte, que c'est sur la base de cette contradiction que le prince territorial peut s'imposer en Allemagne, quand c'est l'autorité du roi qui, en Castille, s'impose sur ce même substrat. Justement, les *hermandades* castillanes de Máximo DIAGO HERNANDO, nées à la différence des ligues allemandes dans un contexte de royauté plus forte, réussirent là où, en revanche, leurs cousines d'Empire échouèrent, c'est-à-dire à obtenir de la royauté le respect négocié et pour partie collectif de leurs privilèges et libertés. Au-delà de ces différences, deux points communs ont toutefois relié les deux contributions, qui peuvent plus particulièrement intéresser l'historien des villes. En premier lieu, la conclusion d'une ligue, en Castille comme en Souabe, est moins le fait de »la« ville que le résultat du choix et de l'engagement de son gouvernement et, partant, de ses élites, qui cherchent à la fois la préservation de leurs intérêts et poursuivent une stratégie d'aristocratisation qui les rapproche de la noblesse et ruine de ce fait l'idéologie horizontale et collective au principe de la ligue même. Et de fait, en second lieu, on retrouve dans les deux cas espagnol et allemand la même force et le même usage parfois détourné d'un discours antinobiliaire censé souder les énergies urbaines de la paix contre la violence endémique des chevaliers-brigands, mais un discours, justement, qui renvoie à ses propres conditions sociales d'élaboration, d'identification et finalement de

³³ Erich MASCHKE, Jürgen SYDOW (dir.), *Stadt und Umland*, Stuttgart 1974; Hans K. SCHULZE (dir.), *Städtisches Um- und Hinterland in vorindustrieller Zeit*, Cologne, Vienne 1985.

³⁴ Jürgen Karl W. BERNS, *Propter communem utilitatem*. Studien zur Bündnispolitik der westfälischen Städte im Spätmittelalter, Düsseldorf 1991; Harro BLEZINGER, *Der schwäbische Städtebund in den Jahren 1438–1445. Mit einem Überblick über seine Entwicklung seit 1389*, Stuttgart 1954; Horst CARL, *Der Schwäbische Bund 1488–1534. Landfrieden und Genossenschaft im Übergang vom Spätmittelalter zur Reformation*, Leinfelden-Echterdingen 2000; Jörg FÜCHTNER, *Die Bündnisse der Bodenseestädte bis zum Jahr 1390. Ein Beitrag zur Geschichte des Einungswesens, der Landfriedenswahrung und der Rechtsstellung der Reichsstädte*, Göttingen 1970; Helmut MAURER (dir.), *Kommunale Bündnisse Oberitaliens und Oberdeutschlands im Vergleich*, Sigmaringen 1987; Peter MORAW (dir.), »Bündnissysteme« und »Außenpolitik« im späteren Mittelalter, Berlin 1988.

différenciation sociale³⁵. Un troisième point commun d'enquête touche cette fois dans l'un et l'autre cas la relation des gouvernements urbains de ces villes ligüées avec les officiers du roi, tantôt perçus comme des facteurs et des porteurs de paix, tantôt comme des instruments de la soumission. De ce point de vue, une comparaison avec les villes françaises serait de la plus grande utilité³⁶. Il n'empêche, qu'il s'agisse des pratiques d'assemblées, de concertation, voire de négociation à l'image des conseillers avisés de Barcelone présentés par Stéphane PÉQUIGNOT, les villes développent une conscience extérieure et un appareil de diplomatie tourné vers la consolidation d'une paix au-delà du seul périmètre du droit urbain et tentent avec plus ou moins de bonheur de s'insérer dans le jeu d'une sécurité collective³⁷.

On peut avancer, en résumé, qu'avec d'autres colloques et d'autres recherches en cours cette rencontre a d'abord fait comprendre que si tout conflit n'est pas une guerre, dans toute guerre il existe un conflit et que si tout acte de défense n'est pas une paix, dans toute paix il existe une mise en défense. Elle a également permis de mieux comprendre que l'évolution médiévale millénaire qui va d'une présence endémique et désordonnée de combats à des modes de régulation et de limitation ecclésiastique puis féodale et enfin royale et urbaine de la guerre par le contrôle de ceux qui, dans la société, portent les armes et sont autorisés à en user pour se défendre a été tout sauf linéaire et uniforme. Elle a permis de nuancer l'image, si pratique pour les Temps modernes, d'une fin du Moyen Âge comme temps de guerre, de crise, de sang, bref d'une impossible paix, au profit d'une recherche consciente, complexe et constante d'une paix que l'on doit apprendre à faire par des techniques, des codes, des

³⁵ Gadi ALGAZI, *Herrengewalt und Gewalt der Herren im späten Mittelalter. Herrschaft, Gegenseitigkeit und Sprachgebrauch*, Francfort/M. 1996; Joseph MORSEL, *L'aristocratie médiévale*, chap. «Nobles et bourgeois», Paris 2004, p. 223–263.

³⁶ Gisela NAEGLÉ, *Stadt, Recht und Krone. Französische Städte, Königtum und Parlement im späten Mittelalter. Teil 1: Stadt und Krone im späten Mittelalter. Teil 2: Fallstudien, Städtische Prozesse vor dem Parlement von Poitiers*, 2 vol., Husum 2002; EAD., *Im Dienst von König und Königreich? Französische »officiers« im Spätmittelalter*, dans: Rainer Christoph SCHWINGES, Christian HESSE, Peter MORAW (dir.), *Europa im späten Mittelalter. Politik – Gesellschaft – Kultur*, Munich 2006 (Beihefte der Historischen Zeitschrift, 40), p. 313–338.

³⁷ Pierre MONNET, *Diplomatie et relations avec l'extérieur dans quelques villes de l'Empire à la fin du Moyen Âge*, dans: Heinz DUCHHARDT, Patrice VEIT (dir.), *Krieg und Frieden im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit. Guerre et paix du Moyen Âge aux Temps modernes*, Mayence 2000, p. 73–101; Dieter BERG, Martin KINTZINGER, Pierre MONNET (dir.), *Auswärtige Politik und internationale Beziehungen im Mittelalter (13. bis 16. Jh.)*, Bochum 2002; Pierre MONNET, *Villes, ligues, princes et royauté: négociations et négociateurs urbains dans l'Empire tardo-médiéval*, dans: Jean-Marie MOEGLIN, Stéphane PÉQUIGNOT (dir.), *Négociier au Moyen Âge, Negociar en la Edad Media*, Barcelone 2005, p. 215–239.

traités, des écrits, des gestes et des paroles qui varient en fonction des contextes et des échelles (et leur diversité doit ici retenir l'attention, entre Empire, royaumes, principautés, ligues urbaines, cités et familles). Ainsi pouvait être posée une double question. Quel est, d'une part, le meilleur cadre pour construire et appliquer la paix? Quelle est, d'autre part, la meilleure instance ou la meilleure figure pour faire la paix?

Cette rencontre a également montré que la recherche perpétuelle de la paix (lors même que la paix absolue et durable n'existe pas plus hier qu'aujourd'hui) a dans cette société tardo-médiévale fait feu de tout bois. Cette recherche a mobilisé plusieurs types d'acteurs: rois, princes, villes, ligues, diplomates. Cette quête a eu recours aux ressources variées du droit et a fait intervenir l'éthique, la discipline, la justice, l'honneur, les rituels et les normes pour endiguer ou stopper le conflit. Cette poursuite de la paix a également diversifié et croisé les moyens de l'obtenir, entre concertation, médiation, négociation, droit, rituels, traités, assemblées, argent, garanties, otages, rançons, »asseurement«, sauf-conduits, conventions, sanction, pardon, serments; sans oublier la paix armée. Nul doute que, dans le jeu des pouvoirs, s'impose celui qui maîtrise à la fois et dans le même temps le plus grand nombre d'instruments possibles.

La période observée, les deux siècles finaux du Moyen Âge, a montré qu'au-delà des inévitables différences géopolitiques (et les contributions de Christine REINLE et de Horst CARL relatives aux faides et aux paix régionales ont de nouveau souligné la spécificité de l'Empire, dont la structure territoriale d'intensité variable et discontinue est moins la condition que la conséquence d'un mode d'arbitrage collectif), un mouvement d'ensemble pouvait être observé, tenant à la recherche collective des structures de dialogue et de défense les mieux appropriées, ainsi des ligues ou des confréries de villes, ou bien des assemblées de princes et de rois.

L'entrée des villes dans le jeu des acteurs et dans l'élaboration des discours de la paix et de la guerre a constitué sans nul doute l'un des apports majeurs de cette rencontre. Elle signale une inflexion particulièrement sensible aux XIV^e et XV^e siècles qui fait de la paix non pas le privilège de la cité céleste, mais un objectif terrestre que les pouvoirs peuvent assurer dans la limite de leurs moyens et de leur périmètre d'action, parfois étroit comme celui d'une ville. Cette redescende de la paix sur terre, on l'a vu, est sans doute liée à une promotion générale de la justice aux siècles finaux du Moyen Âge, faisant du roi un roi de paix parce que roi de justice, ce qui n'est pas sans conséquences sur la nature des compétences attribuées à ce *rex pacificus*, comme l'ont montré Franck COLLARD et Nicolas OFFENSTADT. Dans ce contexte, la guerre demeure juste si elle est défensive et orientée vers le rétablissement de la paix et de la justice tout ensemble, c'est-à-dire conduite à ce titre par une autorité reconnue, et désormais politiquement acceptée. Autrement dit, faire la paix par une défense juste suppose de faire une paix qui ne soit pas seulement cessation, mais

aussi réparation du conflit, du dommage ou de l'injustice, et suppose de restaurer un ordre juste et, par ce biais, de réformer³⁸ voire de refonder la société et, partant, les institutions, les mœurs et les liens sociaux qui la structurent (y compris au niveau le plus domestique de la société, comme Julie CLAUSTRE l'a prouvé, faisant paradoxalement du Châtelet royal de Paris et de sa prison un lieu de diffusion de la paix par l'accord en matière d'endettement entre familles et personnes). Pour cyclique que soit le discours sur la paix en temps de guerre (l'âge d'or), il n'en est ainsi pas moins lié à l'idée d'une réforme, facteur d'évolution et de progrès: faire la paix, c'est aussi susciter d'autres attentes et d'autres souhaits que le retour au calme et la fin de la bataille.

Pour finir, il va de soi que d'autres domaines qui, faute de temps, n'ont pas pu être pris en compte dans l'analyse mériteraient à coup sûr de figurer dans l'enquête. Ainsi en est-il du rôle du clergé dans la paix tardo-médiévale, qui semble en apparence davantage d'État et moins d'Église, mais qu'il conviendrait de mieux réévaluer (ne serait-ce qu'en raison des croisades tardives et des guerres hussites, qui comportent une indéniable dimension continentale, et de l'irruption du danger turc dans l'horizon européen au ^{xv}^e siècle), comme Christine REINLE invite à le faire pour les prédicateurs dans la conclusion de son article, de même que Jacques PAVIOT convie à réintroduire le thème des conciles pour analyser l'œuvre des congrès de paix de la fin du Moyen Âge et que Nicolas OFFENSTADT souligne la compétence liturgique que doit maîtriser le roi pacifique à cette même époque. Gisela NAEGLE a bien insisté également, à travers les figures ecclésiastiques de Jean Juvénal des Ursins et d'Enea Silvio, sur le rôle des conciles et la figure pacificatrice de l'évêque. De même devrait être approfondi l'impact des techniques et de l'armement, sachant que les ordonnances qui limitent le port d'armes et règlent les tournois et les faides sont concomitantes, et considérant par ailleurs la question de savoir si les nouvelles armes des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles permettent ou non de mieux se défendre, de circonscrire et de raccourcir la guerre. De la même façon, il conviendrait encore de mieux cerner les aspects fiscaux de la paix et de la mise en défense, certes mentionnés par Horst CARL au sujet des ligues urbaines allemandes, puisque, aussi bien, dans le royaume comme dans la ville, la dépense, par l'impôt ou par l'emprunt, est justifiée par la défense. Enfin, essentielle apparaît la dimension mémorielle de la guerre et de la paix, qui renforce l'identité, permet le souvenir

³⁸ Eike WOLGAST, Reform, Reformation, dans: Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, vol. 5, Stuttgart 1984, p. 313–360; Claude GAUVARD, Réforme, dans: Claude GAUVARD, Alain DE LIBERA, Michel ZINK (dir.), *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris 2002, p. 1186–1188; Gisela NAEGLE, »Res publica semper reformanda«: débats de réforme à la fin du Moyen Âge (France/Empire), journée d'études, LAMOP, 13 juin 2006, publication sur le site du LAMOP: <http://expedito.univ-paris1.fr/lamop/LAMOP/espacepublic/NaeGLE.pdf> (consulté le 10/04/2011).

et l'oubli, qualifie et représente l'ami et l'ennemi, fait surgir des héros de guerre et de paix, et incite finalement à commémorer la bataille mais aussi l'armistice. Considérant ce dernier point, il conviendrait d'aller plus loin dans la quête des indices de l'écart subsistant entre les principes qui placent toujours la paix au sommet des valeurs religieuses, sociales et de plus en plus politiques à la fin du Moyen Âge, et les contraintes de la réalité, qui montrent une paix sans cesse rompue, différée, bricolée, dont la perception aiguë peut-être, chez le petit peuple plus particulièrement³⁹, une résistance à la guerre, une exaspération devant ses ravages, bientôt une révolte⁴⁰, qu'il conviendrait dès lors d'interpréter moins comme une marque de conflictualité et de violence supplémentaire que, bien davantage, l'expression d'un profond désir de paix. Bien des tumultes urbains⁴¹ soulignent combien il peut arriver malheur aux conseillers qui manquent ou ratent la paix⁴². Inversement, toute paix n'est pas toujours acceptable, et la paix à tout prix a également pu susciter un rejet, une résistance, dont l'objet fait aussi partie de la réflexion issue d'une telle rencontre, riche de prolongements, comme l'on voit.

³⁹ Pierre BOGLIONI, Robert DELORT, Claude GAUVARD (dir.), *Le petit peuple dans l'Occident médiéval*, Paris 2002.

⁴⁰ Peter BLICKLE, *Unruhen in der ständischen Gesellschaft 1300–1800*, Munich 1988.

⁴¹ Reinhard BARTH, *Argumentation und Selbstverständnis der Bürgeropposition in städtischen Auseinandersetzungen des Spätmittelalters. Lübeck 1403–1408, Braunschweig 1374–1376, Mainz 1444–1446, Köln 1396–1400*, Cologne 1974; Alfred HAVERKAMP, *Innerstädtische Auseinandersetzungen und überlokale Zusammenhänge in deutschen Städten während der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts*, dans: Reinhard ELZE, Gina FASOLI (dir.), *Stadtadel und Bürgertum in den italienischen und deutschen Städten des Spätmittelalters*, Berlin 1991, p. 89–126; Evamaria ENGEL, *Bürgertum – Bürgerkampf – Bürgerstadt. Probleme beim Versuch einer Synthese deutscher Stadtgeschichte des Mittelalters*, dans: Michael BORGOLTE (dir.), *Mittelalterforschung nach der Wende 1989*, Munich 1995, p. 407–425; Pierre MONNET, *Élites et conflits urbains dans les villes allemandes de la fin du Moyen Âge*, dans: Claude-Isabelle BRELOT, Françoise BAYARD (dir.), *Élites et conflits*, *Cahiers d'histoire* 45/4 (2000), p. 533–561; Wilfried EHBRECHT, *Konsens und Konflikt. Skizzen und Überlegungen zur älteren Verfassungsgeschichte deutscher Städte*, Cologne, Weimar, Vienne 2001.

⁴² Jörg ROGGE, *Für den Gemeinen Nutzen. Politisches Handeln und Politikverständnis von Rat und Bürgerschaft in Augsburg im Spätmittelalter*, Tübingen 1996.